

France

La République : un État de grâce ?

Théo Hachez

Le duel du second tour des élections présidentielles françaises a certes retenu l'attention. Mais sur le fond, le débat a déçu. Un affrontement de valeurs ? Plutôt la glorieuse incertitude du sport. De la campagne et de son issue, outre une série de nouveautés dans le ton, on retiendra surtout qu'une majorité de Français se sont réfugiés dans les fondamentaux d'une culture politique épuisée.

Les élections présidentielles françaises de ce printemps ont un parfum de paradoxe. Vécues comme originales voire inédites, elles furent néanmoins marquées par le retour d'un affrontement droite-gauche au second tour. Depuis les débuts de la V^e République (1958), seules y avaient dérogé l'élection de 1969 et celle de 2002, où l'on avait vu se qualifier le candidat de l'extrême droite Jean-Marie Le Pen au détriment du socialiste Lionel Jospin.

Ce retour au classique fut salué par un taux de participation exceptionnel sans doute déterminé par la nostalgie des guerres fraîches et joyeuses aux scores plus tendus et au sort plus indécis. Dans un éditorial à la veille du premier tour, le directeur de la rédaction du *Monde*, Jean-Marie Colombani, n'avait-il pas recommandé un vote pour un des deux candidats favoris, pour que l'élection se plie à ce schéma ?

Reste que ces élections de 2007 qui ont vu triompher le candidat de droite Nicolas Sarkozy (53 % contre 47 pour la socialiste Ségolène Royal) diffèrent de ce moule. Au-delà des questions liées aux personnalités des protagonistes sur lesquelles s'arrêtent nombre de commentateurs, n'a-t-on pas, comme il y a cinq ans déjà, flirté avec les limites de cette V^e République ? Certaines caractéristiques de la campagne font apercevoir, plus nettement que jamais, la difficulté qu'a la société française à se représenter et à se situer dans le monde, version hexagonale du vécu politique des sociétés contemporaines.

Les chiffres suggèrent une lecture simple de la victoire de Sarkozy. En regard des équilibres entre la droite et la gauche, ce sont bien des voix traditionnellement attirées par Le Pen (notamment en 2002) qui en ont décidé en rejoignant le camp de la droite classique et cela dès le premier tour. Comme l'ampleur de la participation, les sondages à la sortie des bureaux de vote indiquent que cette tendance s'est renforcée au second tour. Rompant la consigne de leur leader et l'usage, les électeurs d'extrême droite ne se sont pas abstenus le 6 mai. Voilà qui relativise les gloses du scrutin, les louanges légitimatrices inspirées par l'état de grâce qui auréole le vainqueur et le doute qui doit

traverser le camp des battus. Qui peut analyser les trois et quelques pour cent manquants comme une « défaite sur les valeurs » ou une incapacité radicale de la gauche à convaincre ? Puisqu'il faut tenir compte de la participation, Ségolène Royal a réuni sur son nom autant de voix que le Mitterrand victorieux de 1988. Par ailleurs, de nombreuses enquêtes ont relevé que la majorité de Sarkozy évitait des secteurs entiers de la population. Ainsi, les jeunes et les urbains ont préféré la candidate socialiste, à l'inverse des plus de soixante ans dont la majorité écrasante en faveur du candidat de l'UMP a pesé lourd dans le résultat final.

Quelle est donc cette modernité du président élu que saluent les magazines de papier glacé ? L'arrivée au premier plan d'une nouvelle génération politique de finalistes quinquagénaires, jeunes et frais, s'associe paradoxalement à un tournant contemporain : l'affirmation d'un poids démographique et électoral prépondérant des plus âgés. Les mille et une questions existentielles que suggère aux socialistes leur défaite sont généralement posées hors de cette donnée primordiale : l'accusation de ringardise qui traverse le camp de la gauche en dit assez long à ce propos.

Dans le même registre, on relèvera que l'attraction de Ségolène Royal s'est affirmée dès le premier tour dans sa capacité à laminer les autres candidats de la gauche. Réduits à des scores inférieurs à 2 %, Buffet, Bové, Voynet et Laguiller n'ont été qu'à peine devancés par Besancenot, dont la percée reste en deçà de celle qu'il avait accomplie en 2002. La performance de la candidate au second tour est d'autant plus remarquable qu'elle s'est accomplie dans le contexte d'un parti socialiste traversé par les ambiguïtés et les divisions. Le caractère inédit des primaires qui ont désigné la candidate socialiste s'est retourné contre elle : le parti n'a pu surmonter le climat d'affrontement et de dénigrement qu'avait installé cette campagne interne.

À l'inverse, l'avancée spectaculaire (18 % des suffrages dont les deux tiers issus d'électeurs votant habituellement à gauche) du centriste Bayrou au premier tour témoigne d'une limite de Royal, empêtrée dans un discours qui combine antilibéralisme économique et nationalisme et restée captive d'une idéologie républicaine française crispée que partagent la gauche et la droite traditionnelles. Cette France à trémolos qui, comme le signale Benoît Lechat, se distingue par sa croyance immodérée dans la souveraineté absolue du pouvoir du politique hexagonal

s'était déjà invitée au rendez-vous du référendum de 2005. Elle rencontre aujourd'hui sa butée dans la volonté de rupture de ce nouveau centre dissident du régime dont le succès, encore minoritaire, n'en est pas moins significatif à la fois d'une permanence résistante et d'un début d'épuisement.

HOMO NOVUS

Bref, la France classique se trouve pathétiquement soulagée par ces apparences rassurantes d'un retour à la normale : un état de grâce radical entoure le président élu et son gouvernement fraîchement nommé. Mais, tout au long de la campagne, on s'est exalté ou inquiété des nouveautés. Parmi elles, on retiendra d'abord cette étrange évolution : d'un côté la professionnalisation de la communication des candidats est à la fois plus envahissante et plus visible au point d'être elle-même objet de médiatisation : ainsi on affiche la composition des équipes de campagne. En même temps, les intermédiaires classiques (en particulier les journalistes) se trouvent contournés par internet, par la banalisation d'un format d'émissions télévisées qui prétendent mettre directement en présence citoyens et candidats. Ou encore par cette nouvelle tendance à « embarquer » des journalistes qui, en suivant les déplacements d'un candidat sur la longueur, fi-

nissent par se confondre avec son équipe de campagne, à l'instar de ceux qui couvrent un conflit armé en partageant nécessairement le sort des troupiers.

Le même balancement se lit dans le rapport aux partis politiques. À gauche comme à droite, il a fallu que les candidats soient dument investis par leur camp respectif, mais ils se sont également appliqués à apparaître comme des électrons libres, des non-alignés, ne craignant pas de trahir parfois un certain mépris pour les « appareils politiques » ou leurs représentants. L'épaisseur personnelle des prétendants à l'Élysée s'est ainsi conquis à la hâte en caressant les préjugés poujadistes dominants.

Ces trompe-l'œil, à l'échelle du grand public, n'ont pas favorisé la structuration du débat. Au point qu'on a peine à penser que l'élection s'est jouée projet contre projet, propositions contre propositions. De même, la campagne n'aura pas été celle des petites phrases assassines : les ors de la rhétorique nous auront été épargnés et il est peu probable que tel ou tel discours fasse date dans les annales. Si ces deux registres, celui de l'idéologie et de l'éloquence, n'ont pas été absents de la campagne, c'est sur un troisième qu'elle s'est focalisée : celui de la posture et de l'emphase auxquelles se trouve associé le crédit du candidat.

De ce point de vue, le profil de Sarkozy se distingue nettement. La base de l'édifice repose sur une croyance qui veut que parler gros, c'est parler vrai. Le ton compassé (qu'inspire le sens des responsabilités) et le politiquement correct (qui domine les échanges) ont avivé les sensibilités au point qu'il en faut très peu pour rendre une déclaration spectaculaire du moment qu'au lieu de craindre la provocation, on la cherche à dessein. Les réactions seront reçues comme autant de coups portés à la vérité et à son héraut qui a osé la proférer sans fard. En voilà donc un qui dit ce qu'il pense et qui pense bien. Et pourquoi ne le croirait-on pas sur ses intentions annoncées ? D'autant qu'il ne cesse de répéter, jusqu'à la saturation que ce qu'il a dit, il le fera. La pauvreté du programme, fait de quelques propositions disparates, se noie dans un océan d'emphase du genre « Les Français doivent savoir » ou « J'ose le dire » qui préludent à l'affirmation de lieux communs de comptoir (« les voyous en prison » ou « il faut travailler plus pour gagner plus ») ou de rodomontades destinées à faire pièce au climat de peur et de déclin que l'on s'évertue à créer.

Et voilà l'étoffe du héros que la Providence adresse à la France profonde ! De Le Pen, il a gardé la posture sans retenir le raffinement d'une rhétorique colorée,

du moment qu'il se contente d'un vocabulaire étroitement limité par lequel il entend rompre avec les usages de cour appris dans les grandes écoles. Ainsi celui qui hante les couloirs du pouvoir avec des fortunes diverses depuis trente ans peut-il se donner des allures d'*homo novus*, au sens où son extraction ne l'aurait pas destiné à des fonctions suprêmes. C'est sur cette même distinction, avant qu'elle ne prenne en français une autre tournure, que les Grecs opposaient rois et tyrans, ces derniers étant des aventuriers arrivés par des voies non classiques.

Le succès qu'a rencontré cette construction en dit long sur le discrédit du politique et le désarroi de 53 % des électeurs français en quête de souveraineté. Mais si la recette est nouvelle en France, on y reconnaît sans peine les principaux ingrédients qui ont fait les démagogues heureux, tels Berlusconi, Reagan ou Poutine. Il reste que Sarkozy arrive au pouvoir dans un contexte très particulier. Au plan institutionnel, avec une probable majorité écrasante à l'Assemblée, le nouveau président fera l'expérience du premier quinquennat « normal¹ » de la V^e République.

À la tête du seul régime présidentiel en Europe, voilà un homme que le scrupule et la réticence à la provocation n'étouffent pas. Et le

voilà qui bénéficie d'une Constitution adoptée en 1958 dans une période de crise. Dans ce qui a pu apparaître comme un régime d'exception, l'autorité gaullienne avait ajouté au poids nominal de la fonction présidentielle. La coïncidence désormais acquise entre les élections législatives et présidentielles relègue l'Assemblée dans un rôle encore plus subalterne qu'avant, tandis que le gouvernement lui-même se trouve ramené à un travail d'exécution des volontés du prince élu. La force du président ne servira-t-elle pas de révélateur à la fragilité de ce régime finalement très dépourvu de contrepouvoirs ? Sans parler de syndicats, on relèvera la concentration de la propriété des médias d'une part, et la proximité des propriétaires avec le nouveau pouvoir. Les Français semblent peu perméables à ces considérations. À défaut d'un Parlement qui débat, ne leur reste-t-il pas la rue ?

Par défaut, les années qui viennent devraient donc faire découvrir à nos voisins les vertus d'une conception plus moderne de la démocratie, quitte à calmer en eux le culte autiste du politique qu'incarne la souveraineté nationale. Le petit succès du début de campagne « participatif » de Ségolène Royal comme les efforts infructueux de François Bayrou montrent clairement que, dans les esprits, le chemin sera long. ■

¹ Les conditions de l'élection de Chirac en 2002 et sa présence antérieure à la réforme empêchent toute comparaison avec le nouveau venu à l'Élysée.